

Le Carquelicot

BIMESTRIEL N° 26

L'ALTERNATIVE LIBERTAIRE TOULOUSE ISSN 1264-9112 MAI 2000 - 15 F

J'espère pour lui qu'il n'a pas l'intention d'en déposer le brevet, il finirait enseveli sous les procès pour plagiat. Parce qu'à bien y regarder, la « Méthode Jospin » qui fait la fierté du landerneau pluriel rappelle furieusement la « Méthode Balladur », déjà réputée en son temps pour sa hardiesse et son originalité.

Bien sûr la Méthode ne serait rien sans le Discours. C'est l'invention perpétuelle de l'eau tiède, seule matière première connue des énarques, à chaque fois présentée comme la création d'un parfum d'une irrésistible nouveauté. Dites que ça ne sent rien, ou que ça vous rappelle quelque chose d'ancien, ou que ça pue, l'inventeur d'eau tiède vous expliquera que vous n'avez rien compris, qu'il va tout vous réexpliquer lentement, faites bien attention, et que vous n'avez d'ailleurs pas d'autre choix que d'être conquis... Ou alors vous êtes un imbécile qui ne mérite pas de connaître des plaisirs inédits.

La Méthode ne poursuit qu'un seul but. Mettre en œuvre la Réforme. Comme la Méthode, la Réforme est impersonnelle, invariable, pour ainsi dire d'essence divine. Le philosophe dirait qu'on est là face à La Réforme En Soi. La Réforme c'est la Réforme, point. Indispensable. Comme ça et pas autrement. Mais comme la Méthode, la Réforme ne serait rien sans le Discours. Le Discours de la Réforme consiste essentiellement dans l'énoncé des principes, toujours généreux et bougrement sociaux, présidant à la Réforme. Si vous vous comportez comme un imbécile rétrograde, le détenteur de la Méthode peut consentir à vous redire lentement le Discours. Après ne lui dites plus que certains aspects concrets de la Réforme semblent l'éloigner des buts affichés, voire l'emmenner dans la direction opposée... Ou alors il démissionne. Laisant son successeur proposer l'eau tiède de son invention. ■

Ravachefolle

LES ÉPICIERS ONT CLOS L'INVENTAIRE



Tous les arts ont produit leurs merveilles.
L'art de gouverner n'a produit que des monstres.

Saint-Just

Alternative Libertaire et

Le Coquelicot

organisent un débat autour du film sur Daniel Guérin le 11 mai à l'Utopia.



Le cinéma Utopia présente le jeudi 11 mai le film de Daniel Guérin « *Combat dans le siècle* », qui retrace au travers de documents et d'interviews la vie militante et l'engagement politique d'un homme de convictions.

L'Alternative libertaire et Le Coquelicot vous invitent à l'issue du film à un débat en présence du réalisateur Patrice Spadoni.

Daniel Guérin : un militant de son siècle

Le 14 avril 1988, Daniel Guérin nous quitte après une vie militante bien remplie ; son nom est aujourd'hui quelque peu oublié et certainement presque inconnu des jeunes générations. Pourtant il fut un militant engagé, qui a laissé une œuvre littéraire de référence.

Un homme de l'action militante

Ce fils de la bourgeoisie, s'engagera très vite aux côtés des opprimés. Sa participation au mouvement populaire de 1936, son engagement syndicaliste révolutionnaire, mais aussi son anticolonialisme acquis au travers de ses voyages, vont forger son esprit combattant. Il va très tôt, rentrer en contact dès les années trente avec les nationalistes marocains et algériens, plus tard avec les vietnamiens. À la fin de sa vie il se liera d'amitié avec le mouvement kanake. Il écrit « *l'affaire Ben Barka* » et y dénonce les ser-

vices secrets français dans l'enlèvement du militant marocain.

D'autres luttes vont croiser son chemin : l'homosexualité ; qu'il vivra et revendiquera dans son combat politique, l'antimilitarisme en soutenant les comités de soldats après 68, l'antifascisme, après son voyage en Allemagne, avant la guerre et au moment de la nazification du pays. Il écrira « *La peste brune* » et « *Fascisme et grand capital* ». Après la guerre il passera un certain temps aux USA et participera aux luttes pour les droits civiques de la population noire. Sur le terrain politique, il va glisser de la social démocratie vers le trotskisme, et finir par rejoindre le mouvement libertaire. Dans les années trente il condamne la politique de collaboration des partis communiste et socialiste incapable de contrer la montée du fascisme. C'est après la guerre qu'il évoluera vers le mouvement libertaire critiquant le trotskisme sur les questions du centralisme démocratique et l'application autoritaire du communisme. S'il reste attaché à l'analyse marxiste du capitalisme il recherchera toujours un lien avec la pensée libertaire, ses ouvrages sur la question « *Pour un marxisme libertaire* », « *À la recherche d'un communisme libertaire* », « *Ni dieu ni maître* » sont d'un apport important pour comprendre l'évolution de son engagement politique.

Daniel Guérin

1904 1988

Combats dans le siècle

un film de
Laurent Muhleisen
et Patrice Spadoni



Durée : 1h 20mn - Production : Imagora

Certains nous traiteront de rabat-joie, d'autres de schizophrènes ou pire encore de mal embouchés. Peut-être? En attendant, les luttes se multiplient, s'organisent selon des rythmes et des conceptions que nous croyions perdues. Mais au fait, quelques politicards véreux n'y auraient-ils pas un quelconque intérêt?



À qui profite la lutte?

Nous avons déjà publié quelques articles concernant le débat sur l'autonomie du mouvement social et, si la controverse n'est pas toujours de mise, la réflexion et les constructions en tous genres vont bon train. Les élections municipales ne sont pas si loin que cela et les luttes dans le domaine public se multiplient depuis quelques mois. Donc, à bien y regarder, les enjeux ne sont pas si futiles que cela à plus ou moins long terme.

D'un côté, LO, galvanisée par une reconnaissance électoral-européenne se sent gardienne du temple révolutionnaire et nouvelle base ouvrière, la LCR, toujours fer de lance au nez creux des mouvements sociaux en tous genres, cherche désespérément sa place sur l'échiquier politique qu'elle voudrait bien une bonne fois pour toute investir et, bon dernier, le PC en perte de vitesse pour cause de bonne participation gouvernementale, se retrouve coincé sur des dossiers comme Air-France et la SNCF qui font désordre pour un ministre communiste.

Agitation contrôlée?

Participant à une gauche plurielle, embringué dans la gestion libérale des sociaux incapables de jouer un rôle de relais de classe, le parti communiste manque de toute évidence de stratégie. Son relais social qu'a pu être la CGT, se défend désormais d'une quelconque filiation et est elle-même en perte de vitesse selon les secteurs. Il suffit de voir les dernières élections professionnelles à la SNCF et plus proche de nous encore, les tramonts de la SEMVAT. Le PC se voit donc condamner à un rôle de complément à une gauche plurielle que contient le parti socialiste et le premier ministre. Les orientations concernant les retraites et les fonds de pensions auraient fait démissionner plus d'un ministre communiste en d'autres temps. Il ne lui reste plus qu'à tenter de récupérer les figures syndicales (Deschamps pour la FSU aux der-

nières Européennes) et autres acteurs (trices) du mouvement social sur des listes ce qui ne font illusion pour personne. Face à cette gauche plurielle se présentant comme la seule défense sociale possible dans un monde libéral, l'extrême gauche se perd entre électoralisme et rêverie d'un grand parti ouvrier.

Fédérer les luttes?

Il y a des coordinations comme ATTAC qui fonctionnent, récupèrent les individus sans encartage, dénoncent, organisent. Mais ce type d'association a ses propres limites car chaque composante n'y a pas les mêmes intérêts. Les individualités y retrouvent enfin leur compte, mais des partis politiques comme le PC ont rapidement senti que les enjeux des luttes à venir étaient bien là. D'où les tentatives de prendre selon les cas les postes dans les instances de l'association en y avançant à pas feutrés. Reste le mouvement social issu des grèves de 95, actif au niveau national et se cherchant une coordination européenne nécessaire (le dernier appel pour l'autonomie a ce caractère européen). L'alternative au libéralisme est de toute évidence une alternative ayant une vision et une organisation partant d'une stratégie de contre pouvoir syndical, associatif et citoyen sans pour cela négliger la transformation de la société. Construire les bases de ce contre pouvoir passe par l'organisation des luttes autour de thèmes fédérateurs et essentiels. La redistribution des richesses, le respect de règles collectives, le développement de la notion d'emplois publics sont, entre bien d'autres, des luttes qui émergent aujourd'hui au travers des conflits de ces derniers mois. L'éducation nationale se bat non seulement pour des emplois, mais aussi contre une orientation de l'éducation en lien direct avec une logique de marchés. Les postiers sont,

comme les personnels des impôts, attachés à la notion de service public, proches de l'usager tout comme la santé. Le travail de sappe sur les liens sociaux que sont les services publics que met en musique la gauche plurielle, est en définitive une véritable orientation politique d'une société basée sur une logique de rentabilité. Le tout, en lien avec un désengagement de l'état de secteurs où le profit peut être réaliser. Le domaine de la communication, devenu une marchandise comme le pack de lessive, en est le triste exemple. Le droit à la communication, égalitaire et accessible par toutes et tous, n'est pas la tasse de thé des investisseurs!

Espoir ou obligation?

Les libertaires ont toujours dénoncé et combattu les systèmes basés sur les inégalités sociales et, au vu des formes d'organisations que peuvent prendre les luttes d'aujourd'hui, les notions de respect et de liberté qui sont à nouveau au cœur des pré-occupations nous conforte dans notre engagement. Certes, les démagogues de bon ton se plaisent à découvrir un « libéralisme-libertaire » dans les conflits. Qu'ils ne se trompent pas, l'anticapitalisme libertaire sera peut-être l'avenir des luttes anti-capitalistes et il n'y a pas plus fourbe que celui qui veut noyer sa propre faillite dans les aspirations du plus grand nombre. Construire dès maintenant les liens vitaux pour que les luttes de demain soient porteuses de progrès, nous paraît indispensable. Respecter les rythmes, les domaines d'intervention mais tout en construisant aussi les réseaux qui feront sans aucun doute émerger les projets de transformation sociale, est un objectif réalisable.

À bon entendre, la sociale n'est jamais loin! ■

Vaporetto

Les 35 heures à la Poste

Ou comment une revendication légitime devient une arme anti-fonctionnaire :

Rappel historique, le 17 février 1999, l'administration de la Poste et quatre organisations syndicales dont FO, la CFDT, la CGS et la CFTC, ont signé un accord national sur l'aménagement et la réduction du temps de travail (ART). Ces organisations représentent moins de 40% de postiers aux élections paritaires. Seules SUD et la CGT refusent de le signer.

Cet accord comparant dans ses grandes lignes :

— La création de 20000 emplois, qui se décomposent ainsi 6000 titulaires, sur deux ans et les 4000 restants seront des transformations de contrats ou de temps complet pour les contractuels. Il faut savoir que 20000 départs à la retraite sont prévus dans les 2 années à venir, résultat de l'opération « zéro création de poste ».

— La négociation sur l'application de l'ARTT devra se négocier obligatoirement bureau par bureau.

— La banalisation du samedi : les facteurs notamment auront une charge de travail supplémentaire en fin de semaine. Les autres services, les services généraux etc. seront touchés aussi. Mais cette dernière mesure remet en cause un acquis de près de vingt ans « la fin du samedi allégé » concernant la distribution du courrier de première catégorie avec la presse et le travail d'un samedi sur deux, acquis dans de

nombreux bureaux. Pour en rajouter, la direction augmente les normes de tri (cadences plus importantes). C'est intolérable les facteurs auraient une sacoche plus lourde en travaillant 35 heures au lieu de 39!

Une politique libérale

Claude Bourmaud, PDG à la Poste annonce que celle-ci a réalisé un bénéfice net de 1,86 milliard de francs l'année dernière contre 337 millions un an plutôt. Le chiffre d'affaires a progressé de 7,6 % et dépassé les 100,3 milliards de francs. Côté dépenses, l'année 1999 a été marquée par la maîtrise des charges sociales. Le journal *Des Échos* du 4 mars 1999 va même jusqu'à dire que l'accord sur l'ARTT a permis une stabilisation des effectifs à 208 307 agents alors que l'ARTT que nous voulions devait créer des emplois.

Ils veulent encore se faire du fric sur notre dos

En effet la poste se met à genoux devant les grosses entreprises notamment, la Redoute, les Trois Suisses etc. Ces dernières veulent que leurs publicités (même pour les couches culottes) soient distribuées le samedi pour que le « couple moyen » puisse faire leur commande le week-end.

La morale de cette histoire : du fric pour les patrons et la Poste, des contraintes pour les postiers, casses des horaires, augmentations des cadences, suppressions d'emploi et augmentation de la précarité.

Heureusement il y a des contre-pouvoirs

Depuis 6 mois, les conflits se développent à la Poste, pratiquement à chaque proposition de la direction sur l'ARTT. Le conflit par exemple sur tel bureau de poste ou centre de tri, c'est une grève qui éclate, locale, reconductible, souvent sans préavis, conflit parfois long, pénible, parfois victorieux, parfois « mi-figue, mi-raisin ».

En automne 1999, des centres de tris (Bordeaux, Bobigny...) décident d'arrêter le travail, pour l'emploi, pour garder les horaires actuels et refuser un emploi du temps atypique et inhumain. (comment accepter de travailler de 0 h à 6 heures?) Depuis janvier 2000 ce sont les bureaux de poste qui luttent pour l'emploi, le maintien du fameux samedi et combattre les nouvelles normes de tri.

On voit même des grèves départementales dures comme en Loire-Atlantique, dans l'Hérault, l'Ille-et-Vilaine, la Haute-Garonne à l'appel de SUD, CGT et parfois la CFDT et FO partagés entre obéir à leur fédé ou entrer dans la lutte. Mais l'accord national signé par les deux fédérations CFDT et FO définissant un cadre, pourri certes, mais précis est un lourd handicap pour les agents en luttant.

La seule solution pour gagner c'est la grève générale

Mais nous pouvons nous poser la question suivante, pourquoi les organisations non signataires SUD et CGT ne l'organisent-elles pas? Sachant que des sections où des syndicats départementaux FO et CFDT sont en désaccord. Ou alors pour certains bureaucrates, ne faut-il pas ménager notre cher gouvernement pluriel?

La grève départementale en Haute-Garonne

Appelée par les syndicats SUD, CGT et la CFDT, la grève débute le mercredi 8 mars sur la négociation de l'ARTT où



les facteurs perdent le samedi allégé, 14 tournées supprimées.

Jeudi 9 mars la grève est majoritairement décidée dans tous les services (guichets, facteurs...) et se développe rapidement dans les autres bureaux de Toulouse et de la proche banlieue. Le mouvement s'amplifie de jour en jour dans tout le département.

Un bref journal de la grève

Dès les premiers jours la directrice départementale propose un protocole d'accord : 170 emplois dûs à l'ARTT dont 130 titulaires, mais ceux-ci sont largement insuffisants par rapport au développement démographique dans notre département et aux départs à la retraite depuis 5 ans.

L'assemblée générale fédérative des grévistes en lutte se tient depuis le début du conflit devant la Direction Départementale. Les grévistes refusent catégoriquement le protocole proposé par la direction de la Poste et élaborent leurs revendications en tenant compte des acquis (un samedi sur deux de travail, créations de 500 postes, maintien des normes de tri et des horaires existants.)

La direction refuse de négocier ce protocole et c'est même « silence radio » de sa part pendant une semaine. Manifestations à la préfecture, au Conseil Général, lors de la venue de Jospin le 20 mars, rien ne fait vraiment avancer les revendications.

L'assemblée générale décide alors de durcir le mouvement en bloquant certains points stratégiques, les centres de tris.

Le 30 mars, l'assignation en justice de la Poste au Tribunal de Grande Instance est demandée par les entreprises toulousaines pour entrave à la continuité du service public. Un médiateur est désigné par le procureur du TGI, avec mise en demeure de négocier. La Direction Régionale envoie un responsable pour secourir Mme Lloberes afin de rédiger un procès-verbal de conciliation préambule à la future négociation. Celui-ci porteur de nos revendications est proposé à l'assemblée générale le 3 avril pour validation. Le 4 avril, l'AG vote pour sa signature, la grève est suspendue et le travail reprend, mais tout reste à négocier!

Ce conflit laisse beaucoup d'amertume et de perplexité parmi les grévistes, comme l'explique le témoignage qui suit. ■

Laurent, un postier affranchi



Une grève départementale historique. Une mobilisation sur 26 jours de grève pour défendre son travail et les conditions de travail souhaitées par tous.

Dès les premiers jours, Mme Lloberes, directrice départementale, nous a imposé un protocole d'accord que les syndicats ont négocié jusqu'au bout, celui-ci étant changé, passé par les mains de Lloberes, du médiateur, du juge, du Directeur Régional et du Directeur Général par téléphone puis à nouveau à Lloberes ! Il est grand temps que nos amis délégués comprennent qu'un protocole c'est un enterrement, la fin de la grève, ont-ils mal jugé la mobilisation, où est-ce autre chose ? Pourquoi n'y a-t-il pas eu dès le début une plate-forme de revendications élaborée par les trois syndicats (SUD, CGT, CFDT) : un samedi sur deux, 500 emplois... Pendant deux, trois jours et même plus nous avons défilé dans Toulouse, du Capitole à la Préfecture, voir au conseil Régional, etc. Le nerf de la guerre était-il là, où faisons-nous un carnaval auto collé jusqu'au cou, portant drapeaux et banderoles, ouf c'est bien les syndicats, les irresponsables jusqu'au-boutistes, anarchistes et tout et tout sont dans les rangs. Eh bien non, ils étaient ailleurs ! ils occupaient la Direction, les CTC, le CTU et en plus, oh ! St-Staline Trotsky, ou Nobasky il y avait des syndiqués, des non syndiqués et personne d'autre évidemment ! Au 2/3 de la grève ce sont les grévistes eux-mêmes qui ont durci le mouvement, ce qui a entraîné le changement de cap de la Direction ! D'ailleurs les grosses pointures, (et les moyennes aussi !) des syndicats se comptent sur « le pouce » d'une main pour ce qui est d'avoir participé aux piquets de grève ! De ces piquets de grève est sorti un tract qui dit bien ce qu'il veut dire d'ailleurs ! On ne reviendra point sur les guignolades, anecdotes mais toutefois l'enterrement du mouvement c'est pas banal.

Lundi 3 avril à 9 heures assemblée générale des grévistes à la Direction Départementale. Collègues ! le protocole que nous a proposé le juge est nul, on ne le signe pas ! il faut aller au charbon ! à la grève active ! 9h45 il faut occuper les centres stratégiques et les bloquer jusqu'au bout ! 10h45, les centres sont bloqués, on apprend que les délégués sont encore au tribunal ! ah ! tiens ! Refuser une signature est-ce si long, à moins que la Direction ne craque !

Vers 14h30, arrivée d'un syndiqué ! On a gagné ! c'est cool ! il faut aller au tribunal ! La Direction recule mais il faut signer dans l'heure qui suit ! Quoi ? Les deux piquets de grève restent sur place (5 jours avant on leur avait déjà fait le coup et cela avait été déjà un tournant de la grève) et envoient 2 délégués au TGI avec comme mandat : on ne signe pas, on apporte le texte sur les piquets de grève et l'AG à la Direction Départementale de demain décide ! Au TGI tout le monde est ravi ! Sur les piquets on commence à arroser ça. 16 heures environ ! Coup de fil, suspens ! hum ! hum ! les syndicats ont signé, mais provisoirement ! plouf ! Les radios, journaux et autres média néo gouvernement pluriel arrosent. Les piquets de grève coulent dans le désespoir mais le centre de tri sera occupé toute la nuit.

Mardi 4 avril 9 heures AG de la Direction Départementale : on va signer, c'est un accord nul, mais c'est une victoire. Qui est contre le texte ? Flash, tout le monde moins des clopinettes lève la main. Voter contre le texte veut dire continuer la grève ! Flash, deux tiers baissent la main. Dans ces deux tiers des gens, il y en a qui venaient pour la première fois dans la grève, ou d'autres qui n'avaient qu'un ou deux jours mais aussi certains qui bossent et qui viennent juste pour voter ! Tout quoi ! Mobilisation intense venue d'où ? La veille, les signataires avaient faxé un tract à tous les bureaux : « les signatures sont définitives ». Que fait-on ? Eh bien on va négocier avec Lloberes ! On est en grève ! (elle est bonne !) 12 heures à la Direction Départementale, Lloberes ne veut pas nous recevoir... Bla, bla... Les grévistes sont dans la nature... et demain ? Bon tant pis, on est fatigué. 18 heures 30 Radio ! Gisèle Vidallet de la CGT : la grève continue, je reçois des coups de fil, que fait-on ? Moi je reste dans la nature, un jour, je me repose. J'écris cette feuille et demain je reprends. Au fait, ne se croirait-on au premier jour de grève ? ■

Gérard

Un revenu, c'est un dû!

Suite à l'article paru dans le n° 25 du Coquelicot, nous avons reçu, avec plaisir, ce point de vue d'un militant d'« Agir ensemble contre le Chômage » de Toulouse. Nous en faisons part comme nous ferons part de toute autre réaction sur ce sujet. À vos plumes.

À la lecture de votre article, il apparaît en premier lieu que vous confondez le travail dans la dimension anthropologique et le travail dans une forme historiquement déterminée, c'est-à-dire le capitalisme.

Vous associez le travail à la citoyenneté. Or celle-ci ne saurait être réductible au premier. Considérons la citoyenneté qui fonde la démocratie à Athènes. « On doit considérer comme propre à l'artisan, écrit Aristote, toute tâche, tout art, toute connaissance, qui aboutissent à rendre impropre à l'usage et à la pratique de la vertu le corps, l'âme ou l'intelligence de l'homme libre. C'est pourquoi les arts de ce genre, qui affligent le corps d'une disposition plus mauvaise, nous les disons dignes des artisans et nous le disons de même des activités salariées. Car ils rendent la pensée besogneuse et abjecte » (1). Contrairement à ce que pourrait laisser penser ce texte dans un premier temps, le problème n'est pas tant le caractère manuel des activités exercées mais le fait qu'elles sont réalisées en vue d'autre chose (gagner de l'argent par exemple) et non pour elles-mêmes. Car l'artisan fabrique des objets pour vivre et non pour son plaisir. Pour Aristote le citoyen est d'abord un homme libre; or est véritablement libre l'homme qui s'affranchit des tâches indispensables, qui n'est pas soumis à la nécessité. On ne peut pas participer à la vie de la cité, à la définition de son bien-vivre si l'on demeure soumis à la nécessité. Ce texte nous permet une meilleure compréhension du lien qui peut exister, dans la Grèce ancienne, entre ce que l'on appellera un jour les activités économiques et la politique, autrement dit la nature du lien social. Le lien social ou politique n'a aucun rapport, ou plutôt est en rapport inverse avec la dépendance économique et sociale qui peut exister entre les individus d'une même société.

Le travail, dans sa dimension anthropologique, peut être considéré comme les diverses manières inventées par l'homme pour agir sur son environnement naturel et en extraire les moyens matériels de son existence sociale. Quant aux formes que

revêt le « travail » dans l'histoire humaine, elles sont extrêmement diverses et ne relèvent pas, par conséquent d'un concept simple et objectif, applicable partout.

Le travail, au sens moderne du terme, se caractérise comme une activité contrainte, fondée sur la division sociale du travail, ayant pour celui qui y est assujéti le salaire en contrepartie. Le salarié vend sa force de travail et, la vendant, il se procure ainsi les moyens de la reconstituer. Le travail devient aussi abstrait, c'est-à-dire contraint, aliéné, réduit à un temps de travail uniforme et indifférencié. Le travail abstrait résulte par conséquent de l'échange marchand généralisé. Le travail salarié est assujéti aux règles du marché (le « marché de l'emploi ») dont le MEDEF, aujourd'hui, entend bien les redéfinir au travers de son projet « refondation sociale ». Dans cet affrontement euphémisé et feutré entre capital et travail - où il est question de « modernisation » et d'« employabilité » - l'enjeu, pour le patronnat réside dans l'ajustement du salariat aux besoins des entreprises, c'est-à-dire à la nécessité d'accroître leurs profits.

Dans une telle situation, nous maintenons notre exigence que vous évoquez dans



Aristote.

votre article : Un emploi c'est un droit! Un revenu c'est un dû! Nous ne revendiquons certes pas le RMI pour tous, fut-il « en pantoufles », comme vous le dites ironiquement. La garantie d'un revenu suffisant à ceux que le « marché de l'emploi » exclut ne doit être ni le but final ni le point de départ d'un projet politique. Le point de départ doit être la diminution du volume de travail économiquement nécessaire; le but doit être d'éliminer aussi bien la pauvreté et le chômage que le travail aliéné, la rentabilité, l'obligation de travailler à plein temps durant toute sa vie active. Il ne s'agit pas, sauf de façon transitoire, d'assurer un revenu à ceux qui se trouvent exclus du processus de production mais de supprimer les conditions qui ont conduit à leur exclusion. « Ce n'est pas ce qui est, mais ce qui pourrait et devrait être, qui a besoin de nous ». (Castoriadis). ■

Serge

(1) « La politique » (livre VIII, chapitre II) Éd Belles Lettres Boyé



Point de vue

Allègre est parti et le plus difficile reste à faire.

On peut s'apercevoir (ce que l'on savait déjà) qu'on se retrouve à assumer les contradictions internes au mouvement enseignant et des personnels de l'EN, surmontées artificiellement un temps grâce (à cause ?) à l'unanimité qu'avait réussi à forger contre lui l'ex-ministre. Les enseignants en particulier se retrouvent ainsi face à leur heure de vérité.

Si tous s'accordent officiellement pour dire que ce qui n'a pas été acceptable avec Allègre ne le sera pas davantage avec un autre, Lang en l'occurrence, dans la réalité l'unité autour de ce qui est acceptable ou non se réduit à des revendications d'ordre quantitatif : des moyens pour l'école ce qui passe notamment par la fin du gel des emplois publics et la résorption de la précarité. Les premières discussions ouvertes sur le dossier des lycées professionnels n'abordent pas le sujet et les syndicats réunis autour des tables de discussion n'ont pas (encore ?) dénoncé le scandale. Même en restant sur le terrain quantitatif (celui des emplois publics), le front unitaire ne tient pas le choc. Que désigne-t-on par emplois précaires ? CES, Vacataires, Contractuels : là-dessus, les syndicats sont unanimes. En revanche la position des syndicats majoritaires (FEN/FSU) apparaît plus ambiguë lorsqu'il s'agit de la titularisation des maîtres-auxiliaires ou du sort des emplois-jeunes. En clair, même chez les précaires, on considérerait qu'il y a des nantis. Divisez pour mieux régner étant une devise des employeurs, on a du mal à comprendre qu'elle puisse être peu ou prou partagée par ceux qui sont censés défendre l'intérêt des salariés.

Mais c'est sur les questions qualitatives que le malaise est le plus profond. Tout le monde a pu lire dans la grande presse qu'alors que la FEN ou le SGEN-CFDT revendique des moyens pour la mise en application des réformes Allègre (comme l'aide et le soutien individualisé), la FSU demande le retrait de toutes les réformes. C'est aussi la position défendue par SUD-Éducation qui va dans le sens d'une remise à plat de toutes les questions pour aller vers d'autres réformes, en concertation avec le personnel. Cette démarche est légitime malgré tout elle pose question car on sait

que le SNES, syndicat majoritaire dans le second degré, cultive une culture du conservatisme s'accommodant parfaitement dans le passé de l'immobilisme d'un Lang (déjà) ou d'un Bayrou. Quel crédit peut-on lui accorder aujourd'hui lorsqu'il se dit favorable à des réformes ?

Plus largement c'est la crédibilité du corps enseignant tout entier qui est en jeu. Il doit aussi régler en son sein des contradictions, à sa décharge celles-ci sont aussi celles de la société toute entière. Partons de quelques exemples pour servir la réflexion :

- Le discours politiquement correct est aujourd'hui : « il faut démocratiser l'école et donner le plus de chance à ceux qui en ont le moins socialement ». À cet objectif répond notamment la politique des ZEP. Comment ceci se traduit au niveau du personnel enseignant ? Il y a chez nous des certifiés et des agrégés. Ces derniers (pour faire bref : parce qu'ils ont passé un concours d'un niveau universitaire plus élevé) ont moins d'heures de cours et sont plus grassement payés que les premiers. Ce qui logiquement signifie qu'ils sont socialement plus utiles à la collectivité. Le paradoxe c'est que dans le même temps ils bénéficient d'un système de nomination qui leur permet les premiers d'échapper aux ZEP et autres établissements difficiles, là où la Nation aurait besoin de leurs compétences. Ce n'est là qu'une contradiction en apparence car au fond les élites ont besoin de se reproduire. Ce qui est dérangeant, c'est que personne, y compris chez les syndicats progressistes, n'ose dévoiler cette hypocrisie. Former les élites de la nation, est-ce une priorité budgétaire du service public d'éducation ? Faisons dans la provocation : Allègre n'avait-il pas raison lorsqu'il disait qu'il fallait remettre les questions de l'école dans le débat démocratique, c'est-à-dire pour lui à l'Assemblée ?

Deuxième exemple (mais qui rejoint le premier parce qu'il interroge aussi l'idéal méritocratique de la République « bourgeoise ») : le politiquement correct c'est aussi le discours de la valorisation nécessaire des filières technologiques et professionnelles (surtout à l'heure où l'enseignement de type lycée bourgeois a du mal à intégrer un public de moins en moins issu des milieux bourgeois). Au nom de ceci on accepte de plus en plus « l'ouverture » aux entreprises mais pour tout le reste la pratique du milieu enseignant reste immobile pour ne pas dire conservatrice : l'orientation vers les filières technologiques et

professionnelles reste très majoritairement une orientation par défaut ; dans les collèges se multiplient les classes ghettos (comme les classes aide et soutien) qui vont alimenter ces filières (il y a aussi la pratique des classes à niveaux par le jeu des options...). Tout ceci ne peut se faire sans une acceptation au quotidien par les enseignants. La division manuel/intellectuel a de beaux jours devant elle et la question (comme celle de la « violence ») ne peut être résolue à l'échelle de l'école. Cette valorisation ne peut être un label (diplôme) délivré par l'école, elle ne peut découler que d'une décision politique assumée par la société toute entière. Ne tournons pas autour du pot plus longtemps ; pour atteindre cette valorisation, dans une société où la valeur argent est centrale, il faut une valorisation salariale pour le futur travailleur issu des formations techno et pro. Mais qui d'entre nous défendra l'idée que l'employé ATOSS (personnel administratif et technique de l'EN) doit être rémunéré au même niveau que les enseignants si l'on considère la question du point de vue de l'interdépendance et de l'utilité sociale des uns et des autres ? Mais à défaut de ceci, tous discours sur l'égalité resteront de l'ordre des vœux pieux.

J'ai essayé de montrer que mon malaise n'est pas celui d'une enseignante mais celui d'une citoyenne et que les problèmes de l'école ne peuvent se résoudre à travers les réformes confinées aux enceintes de celle-ci. C'est la difficulté pour les ministres qui ont en charge ce ministère, c'est la difficulté pour les mouvements enseignants car pourquoi nous demander à nous de réussir là où beaucoup ont échoué ou démissionné ? Comment nous demander d'intégrer toujours plus alors que la société exclut toujours plus ? À l'heure où c'est la guerre économique, où il y a les perdants et les gagnants, on demande à l'école d'être une école de la réussite et de la performance pour tous. Et s'il y a chômage ou violence ce sera prioritairement la faute à l'école... et comment je fais moi pour remettre en selle des enfants qui ont du mal à arriver à l'heure à l'école parce que les parents au chômage finissent par ne plus programmer le réveil ? Bon j'arrête car je sens que je m'énerve et pourtant j'ai encore plein de questions à vous faire partager.

Et j'espère vos réactions à mes interrogations. ■

Louise Elka





Alternative Libertaire se situe dans la continuité du mouvement libertaire ouvrier international dont nous reprenons les idées-forces sans rejeter les acquis positifs des autres courants. Nous luttons pour la redistribution des richesses, une égalité réelle entre hommes et femmes pour construire une société autogestionnaire sans État et sans classes basées sur une production motivée par les seuls besoins, le pluralisme et la démocratie directe. Pour mener ce combat, nous construisons une organisation révolutionnaire autogérée, implantée parmi les travailleur(se)s, dans la jeunesse et active dans les mouvements sociaux. Nous voulons contribuer à une renaissance du combat révolutionnaire et antiautoritaire de masse, une refondation du socialisme à l'horizon du XXI^e siècle. Pour atteindre ce but, notre stratégie politique repose sur une dialectique entre deux niveaux d'expression et d'organisation distincts et complémentaires : l'organisation et le développement d'un nouveau courant libertaire « lutte de classe » et l'émergence d'un vaste mouvement anticapitaliste et autogestionnaire, où le nouveau courant libertaire s'intégrerait sans disparaître.



Lecteurs, lectrices du *Coquelicot*, vous pouvez vous abonner à *Alternative Libertaire*, BP 177, 75 967 Paris CEDEX 20, en libellant un chèque au nom de Agora 2000, (abonnement 90 F ou abonnement de soutien 140 F). Vous pourrez aussi le trouver en dépôt à la librairie Ombres Blanches. Au sommaire du n° 85 : Pleins feux : grèves dans l'Éducation nationale/Finances. Luites : Grève à Rennes/En finir avec le journalisme de marché. Antisexisme : Le Rajfire/Femmes et mondialisation. Ecologie : permis de polluer/Bretagne. Idées : Autogestion et lois du marché. International : Mexique/Pinochet.

Banque, Suite et Publicité

À la suite de l'article « La route de la banque » du *Coquelicot* N° 24, j'ai continué mes recherches. S'il existe de plus en plus de possibilités de « placements solidaires » ils ne répondent pas tous à la question majeure qui est de placer son fric en dehors du système bancaire.

Il existe trois formes de placements solidaires : On peut confier son argent à une banque qui le fait fructifier comme elle l'entend, c'est-à-dire avec les Sicav les plus immondes du moment qu'elles rapportent et ce n'est que les bénéficiaires qui sont partagés à la demande de l'épargnant. C'est par exemple « Faim et développement » du CCFD, géré par le Crédit Coopératif. On peut placer son argent dans une banque éthique, qui s'engage à ne pas l'utiliser pour des actions contraires à l'écologie, à la morale ou à la santé. Par exemple Citizensbank (cf. *Coquelicot* N° 24). Enfin, et c'est cette forme de solidarité qui nous intéresse le plus, on peut placer son argent dans un organisme de financement qui le fait fructifier avec des actions solidaires et de développement, micro entreprises dans le Tiers-monde, les pays de l'Est ou en France. C'est, semble-t-il, l'action de la SIDI. Dans ce cadre j'ai trouvé (grâce au site de ATTAC) une banque coopérative : la NEF, gérée par la BFCC qui semble très intéressante.

Un dossier dans Croissances n° 431 de novembre 1999

Un certain nombre de placements labélisés par Finansol sont dédiés au soutien d'initiatives d'utilité sociale en France. Ne sont donc cités ici à titre indicatif que des produits financiers ciblés sur les pays en développement ou en transition ou à profil mixte tel Eurco Solidarité. Pour une information plus complète voir le Guide des placements éthiques d'Alternatives économiques coédité avec *La Vie*

Placer votre argent ?

- **Finansol** 8 rue Jean-Lantier 75 001 Paris. Tél. : 01 53 00 96 40. Fax : 01 44 76 09 53. E-mail : finansol@globenet.org
Finansol envoie à la demande un dépliant présentant succinctement les produits financiers ayant obtenu le label avec une échelle comparative de risques et de performance sociale. Finansol organise deux fois par an des forums d'information en province.
- **Faim et développement**. Géré par le Crédit Coopératif, c'est le plus ancien FCP de partage existant (depuis 1983). Encours : 263 millions

de francs. Performance : 116 % ; performance escomptée en 1999 : 2 %. La moitié des revenus annuels (5,2 millions de francs en 1998) est reversée aux sept organismes signataires de la convention 90 % allant au CCFD et servant à financer la Sidi. Pour toute information appeler la plate-forme de télé conseil du Crédit Coopératif (Tél. : 0 80 163 44 44) ou écrire à la direction des particuliers BP 211 92 002 Nanterre CEDEX.

- **Le Crédit Coopératif** propose également un Codevi de partage Codesol. Au choix de l'épargnant 50 % 75 % voire la totalité des intérêts annuels perçus sont reversés à des associations telles que France terre d'asile, la Ligue des droits de l'homme, ou WWF.

- **Eurco Solidarité**. Sicav créée en 1992 à l'initiative du CCFD gérée par le Crédit Lyonnais. Encours : 175 millions de francs. Performance en 1998 : 10396. Cette Sicav de partage est dédiée à des actions en Europe centrale et orientale, (d'où son nom) mais aussi dans les territoires français d'outre-mer et en métropole (aide aux associations France active et Solidarités nouvelles face au chômage).

- **Pacte vert tiers-monde**. FCP géré par Indocam filiale du Crédit Agricole. Encours 13,5 millions de francs. Renseignements disponibles dans toutes les agences (code Sicovam 41 195). Les dons sont versés à la Fondation solidarité mutualiste hébergée par la Fondation de France et affectés au financement d'actions de solidarité auprès des populations rurales.

- **Sidi** (Société d'investissement et de développement international). 47 quai des Grands Augustins 75 006 Paris. Tél. 01 40 46 70 00 Fax : 01 46 34 81 18 E-mail : Comsidi@aol.com. Filiale à 42 % du CCFD la Sidi met en place des mécanismes de crédit pour la création de micro-entreprises dans le tiers-monde. Elle est présente dans 22 pays via des structures locales de financement. On peut souscrire directement (dans la limite des disponibilités) des parts de la Sidi en écrivant à Épargne solidarité développement association qui regroupe les actionnaires (même adresse).

À lire pour aller plus loin

- **Les placements éthiques - L'épargne alternative et solidaire** en 65 fiches : hors série pra-

tiq. n° 3 du mensuel Alternatives Économiques, édité en partenariat avec La Vie 1- trimestre 1999 160 p. 45 F. Vente par correspondance : VPC La Vie 163 bd Malesherbes 75859 Paris CEDEX 17. Tél. : 0148 88 45 04.

• **Finances et solidarité - Votre épargne pour le développement des pays du Sud et de l'Est,** Jean-Paul Vigier (éditions Syros-Alternatives collection « Ateliers du développement » 1991). L'épopée de la Sidi racontée par son créateur.

À la recherche de la NEF

J'ai trouvé dans un débat public organisé par Attac du Val d'Oise. (<http://www.attac.org>)

La NEF n'a absolument pas pour but de se situer dans l'économie parallèle ni l'intention de créer une niche financière mais, souvenez-vous, il y a 20 ans, quand on parlait de bio, c'étaient des « hurluberlus », c'était tout petit, il n'y avait pas beaucoup de monde. Aujourd'hui, tout le monde en parle. Nous ne risquons pas d'OPA : car c'est une coopérative, avec des sociétaires. Que vous mettiez un million de capitaux ou 200 francs, vous avez la même voix. À La NEF, il y a 3 000 sociétaires. Il en faudrait donc 3 000 autres qui veulent faire autrement pour transformer ce qui est en train de se faire. Cela devient beaucoup plus difficile. Il y a eu une augmentation très, très forte ces dernières années. La NEF existe en tant qu'association depuis 20 ans et depuis 10 ans comme organisme financier. Depuis le début de l'année 99, nous avons décidé de passer au statut de banque de plein exercice, de devenir la première banque de l'environnement et des solidarités. Il va falloir passer en l'espace d'un an de 17 à 40 millions de capital. Donc on se bouge beaucoup pour se faire connaître. Nous sommes passés en l'espace de 12 mois de 2 500 à 3 700 sociétaires. Nous avons une augmentation de capital de l'ordre de 1 à 2 millions par mois. Nous en sommes aujourd'hui à 27 millions et comptons arriver aux 40 millions d'ici la fin de l'année. C'est une question de volume : plus nous

accorderons de prêts, plus nous aurons de l'épargne, et plus notre volume nous permettra de faire de la publicité, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui. Beaucoup de réseaux parlent de nous maintenant, ce qui n'était pas le cas il y a encore deux ans. De même, nous sommes passés de 8 salariés l'année passée à 20 cette année, notamment en recrutant des délégués dans les régions.

Du coup je vais chercher leur site sur le net : Vegebuionet.com/nef/et je trouve :

Depuis 1979 la NEF, « Nouvelle Économie Fraternelle », s'emploie à promouvoir la solidarité entre les hommes, en favorisant une meilleure circulation de l'argent. Volontairement impliquée dans le développement d'initiatives à forte valeur humaine, sociale et écologique ajoutée, la NEF peut vous soutenir dans votre projet. Entrepreneurs, chômeurs, RMIstes, néoruraux sont traités avec une égale considération.

Véritable établissement de crédit non spéculatif agréé par la Banque de France depuis 1988, la NEF compte pour partenaires et cautionneurs des organismes et entreprises prestigieuses dont le Crédit Coopératif et Finansol etc. Par une collaboration étroite avec le Crédit Coopératif, la NEF est en mesure de vous offrir des formules bancaires complètes et notamment : un Compte-Chèques, une Carte Bancaire, des Relevés de comptes, les Infos compte par minitel ou boîte vocale, un Compte-Épargne sur Livret B, toutes formules d'épargne classique (Codevi, PEL, PEP...). Si vous désirez investir ou tout simplement déposer votre argent en sachant que cet argent sera investi dans le progrès et le respect de l'homme et de la nature, si vous avez un projet de développement dans le même esprit, rejoignez les hommes du réseau de l'argent éthique.

46, rue de la Burge - 03 160 Bourbon-l'Archambault - Tél. : 0470671850 - Fax : 0470671854 et 35, rue de Lyon - 75012 Paris - Tél. : 0144879700 - Fax : 0144879704 ■

Pave carré n'amasse pas mousse

Ariège, terre courage



Et bien oui, il en faut du courage, de la volonté pour s'opposer à une logique d'agriculture intensive. José Bové était invité par les Ariégeois de Gaudiès et leurs amis à faucher 2 hectares de terre de colza transgénique. L'expérimentation de plein air menée en grande discrétion par le CETIOM (centre technique interprofessionnel des oléagineux métropolitains) a été détruite au grand jour.

« Un autre champ est possible »

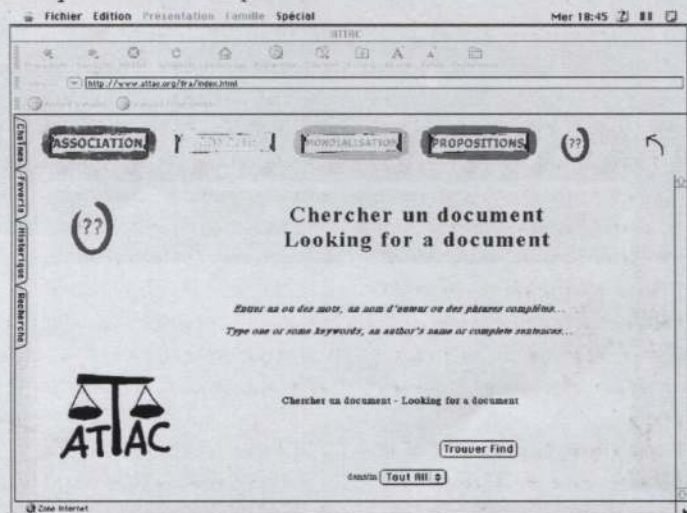
Avec des faux, leurs pieds, leurs mains, 500 personnes, des paysans, des consommateurs et des citoyens piétinent, fauchent ce colza dont les gènes sont manipulés et expérimentés sur le terrain. Par effet de pollinisation, ces gènes hybridés se diffusent dans l'environnement. Il est impossible de mesurer les risques car nous sommes toujours dans le domaine de la science expérimentale. Il n'y a aucun recul pour voir les conséquences des OGM sur les humains. Faucher les champs participe au principe de précaution. « On ne fait pas que dans le symbolique » dit un manifestant. Le fauchage du colza génétiquement modifié contribue à ouvrir le débat et mettre en œuvre des moyens pour s'imposer contre la puissance d'enjeux financiers des lobbies. Il suffit de voir la foule présente à la réunion publique de Colomiers animée par notre ami José. « Les débats actuels sur les OGM ont révélé à quel point la technoscience, de plus en plus liée à des intérêts privés, échappe à tout droit de regard des citoyens. Inventer un contrat social régulant les liens entre science et société n'a jamais été aussi urgent ». (collectif Danger OGM).

Rappelons que 5 personnes sont mises en examen pour destruction de récolte collective. Le procès est prévu pour mai juin 2000. Pour les soutenir, contactez le Collectif Danger OGM BP5 09 240 La-Bastide-de-Sérou

Dans la même logique, l'après-midi, José Bové avec un collectif est allé dans un hypermarché toulousain entasser tous les articles contenant des OGM. Ils ont dénoncé auprès de la direction de ce magasin le manque d'étiquetage concernant la présence d'OGM. ■

Françoise et Amapola

Le Coquelicot N° 26



La logique des coûts

Je l'ai cueilli à la sortie de l'usine. Son nom, c'était Gérard Escoffier, il trimbalait nonchalamment sa cinquantaine remaniée, un peu le style vieux beau mais qui va quand même aux putes. Il était le patron de cette fonderie devant laquelle je faisais le P depuis au moins une heure et où j'avais eu le malheur de commencer ma vie active 20 ans plus tôt.

Il est sorti un peu avant six heures. Avant lui, j'avais suivi le départ de toute la cohorte des ouvriers aux mines fatiguées qui trimaient dans le fleuron de cette industrie locale. En les voyant sortir, j'avais eu un relent de souvenirs. Des images de cambouis, de noirceurs, de saleté et puis le bruit, assourdissant et la chaleur, suffocante. J'avais 17 ans la première fois que j'ai franchi les portes de cette taule. J'avais 17 ans et trois jours après, je regrettais sincèrement d'avoir plaqué le lycée. J'avais tenu 2 ans dans ce merdier et puis j'avais fini fatalement par claquer la porte.

Escoffier avait toute la panoplie qui convenait à son rang, complet croisé, cravate assortie. Il sortait, pépère, en allumant un de ces putains de cigarillos qui pue la mort. Il ne s'est pas méfié. Je me suis présenté comme un journaliste de *Libé*. Ça excusait mon côté négligé et mon look un peu douteux, jean et imper froissé. J'ai sollicité un entretien sur l'affaire de la semaine passée. Le con s'est drapé aussitôt dans un style pompeux, flatté de faire encore les honneurs de la presse nationale.

J'ai réussi à le convaincre de monter dans la voiture. J'ai prétexté que nous faisons l'interview dans le hall de mon hôtel en insistant sur le côté discret. Il a dit oui sans sourciller, hypnotisé par mes manières de parisien, grisé par l'intérêt qu'on lui portait depuis quelques jours.

Il s'est installé côté passager, à la place du mort. Pour lui, c'était presque prophétique.

Après, j'ai démarré et j'ai pris la direction de la zone industrielle. On est sorti de la ville et là, il a commencé à être inquiet. « Où allez-vous ? » il a demandé, bêtement interloqué. Je suis resté sans rien dire, le laissant à son incompréhension et j'ai continué à conduire tranquillement. J'ai appuyé un peu plus fort sur le champignon, poussant la R21 de Nono aux alentours des 140. La route était droite, y avait rien de sportif dans ma performance !

Devant mon mutisme, l'imbécile a commencé à s'agiter un peu plus. Il a réitéré sa question d'un air que j'ai senti comme courroucé. Et j'ai juste répondu merde.

Alors là, il s'est fâché tout cru. Il a commencé de gueuler et Nono est sorti de sa planque derrière pour le calmer. C'est curieux mais un tuyau d'acier bien froid de revolver sur la nuque a des vertus des plus apaisantes. Et puis Nono a gueulé un grand coup « *Ta gueule, connard, tu parleras quand on te sonnera !* » il a dit comme ça. Et ça l'a calmé.

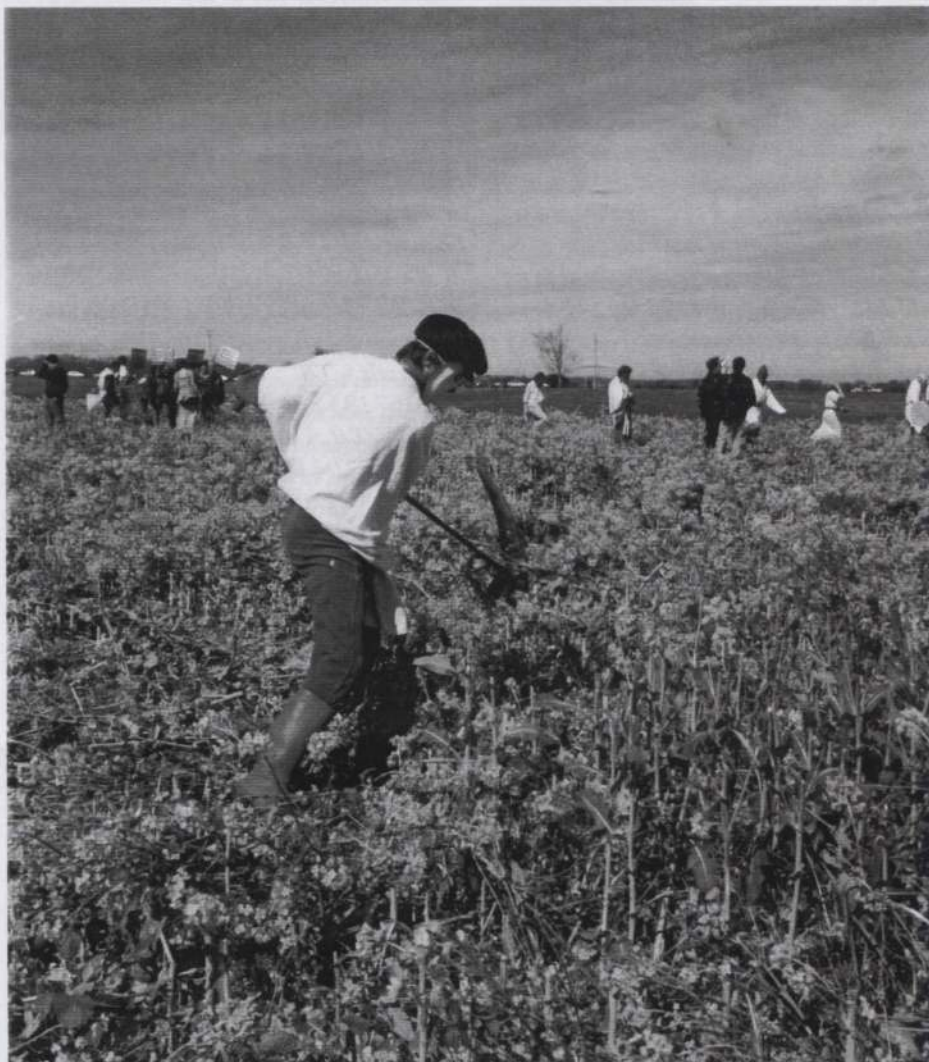
On a roulé pendant un peu plus de cinquante kilomètres. Le con n'a pas moufté, canon du P38 sur la nuque et effet Nono oblige, mais je le sentais qui tremblotait à côté. Je me suis arrêté une quinzaine de kilomètres avant Nantes, à proximité d'un petit bois. Escoffier s'est agité encore « *qu'est-ce-que... qu'est-ce-que ?* » a-t-il annoncé d'une voie chevrotante. « *Rien j'ai dit, on*

va faire une petite promenade et on va causer un peu ».

On est descendu de la voiture. Escoffier était pâle. Je voyais à son air ahuri qu'il ne comprenait rien. Il avait tellement l'habitude que tout soit organisé comme il l'entendait. Nono le tenait en joue. « *Pourquoi faites-vous ça, que voulez-vous ?* » il a chevroté encore. « *Tu vas comprendre* » j'ai dit et puis j'ai ajouté : « *je veux que tu comprennes avant !* ».

On s'est enfoncé tous les trois dans le bois. Nono marchait devant en poussant Escoffier devant lui qui titubait tous les trois pas. Je suivais derrière. On a marché quelques centaines de mètres et puis j'ai dit à Nono d'arrêter.

Je lui ai pris le revolver et je me suis placé à la droite d'Escoffier. Je lui ai braqué l'arme sur la tempe et j'ai dit d'une voix monocorde :



Voilà maintenant tu vas mourir. Avant, je vais te dire pourquoi. La semaine dernière, y a ce type de ta saloperie d'usine qui s'est pendu. Il s'appelait Marcel Garnier. Il était syndicaliste. Il défendait des pauv'types comme lui qu'ont rien d'autre à vendre que leurs deux bras. Il travaillait chez toi depuis plus de 35 ans. Avant de passer de l'autre côté, il a cru bon de s'expliquer en envoyant une lettre ouverte à la presse locale.

Ce type-là, Marcel, c'était mon pote. Je l'ai connu il y a 20 piges quand je suis venu faire l'arpète dans ta boîte de merde. En ce temps-là, c'était ton vieux qui faisait turbiner les pauv'mecs que j'ai vus tout à l'heure. Toi, t'étais pas encore le boss. Tu faisais encore tes humanités à l'école de commerce, tu révisais certainement la dynamique des coûts.

Il y a deux semaines, à Paris, le hasard m'a fait rencontrer Marcel. C'était dans le métro. Il était venu pour un congrès du syndicat. C'est moi qui l'ai reconnu. Il avait l'air très fatigué. Il m'a raconté un peu ce qui se passait dans sa « boîte ». Comment t'avais prévu 50 licenciements et comment il se battait pour que ça se fasse pas. Il était pas bête le vieux, il avait trouvé la faille juridique pour t'empêcher de mener à bien ton projet dans l'immédiat. Bien sûr, il savait bien que c'était reculer pour mieux sauter mais ça lui plaisait bien de te faire chier. Autant dire que le vieux, il commençait sérieusement à t'emmerder. Alors tu t'es démerdé pour te débarrasser de lui en machinant une faute professionnelle bidon et tu l'as viré comme une vieille merde. Je sais tout ça, Marcel m'a téléphoné juste avant de se passer la corde autour du cou. Il était au bout du rouleau. Il sentait qu'il avait perdu et puis, il était fatigué.

Alors quand deux jours plus tard, j'ai lu la nouvelle de son suicide, j'ai maudit le monde et sa putain de logique de merde. Je t'ai maudit toi et tes congénères mais je n'ai pas eu l'idée de te tuer. Non, ce n'est pas venu tout de suite. À vrai dire, je n'y aurais même pas pensé. Même après avoir lu la lettre ouverte de Marcel qui décrivait en détail quel pourri tu étais. La force de mon mépris suffisait.

Et puis il a fallu que tu viennes pérorer devant une caméra de télé. Il y a trois jours, je t'ai vu interviewer par un putain de journal télévisé et tu déclarais doctement avec ta gueule de sale con que toute cette histoire était bien triste mais que les licenciements que tu organisais étaient nécessaires,

qu'aujourd'hui, les patrons n'avaient pas le choix, que patati le marché et que patata la concurrence... que c'était la guerre économique et qu'on était contraint à la logique des coûts.

Ce jour-là, si je t'avais eu sous la main, je t'étranglais sans réfléchir. J'ai balancé un coup de pied dans le poste de télé et j'ai eu envie de hurler. Marcel était mort, à cause de ta sale gueule. Et toi, tu étais là, bien vivant, à te faire de la pub sur le dos de sa mort, en pontifiant comme un gros crétin sur ta putain de logique des coûts.

Faut que tu saches que tu vas crever maintenant au nom de cette sacro-sainte logique qui te sert de bréviaire.

Tout a un coût aujourd'hui y paraît ? T'aurais raison alors ? Le coût de la guerre économique, ce serait la vie des ouvriers ? Et le coût de la vie des ouvriers, ce sera quoi alors ? Alors moi, j'ai décidé que j'allais t'appliquer la même logique et que le coût de la pendaison de Marcel, ce serait ta vie.

Je me suis tu et j'ai laissé s'installer un long moment de silence. J'ai fermé les yeux. J'ai pensé à tout ce que je venais de dire à cet imbécile qui ne se rendait même pas compte de sa connerie. J'ai pensé à cette fin de siècle, l'aube d'un nouveau millénaire dont on nous rebattait les oreilles depuis au moins trois ans. J'ai pensé à Marx ; à l'exploitation de l'homme par l'homme qu'on devait reléguer à jamais dans les poubelles de l'histoire et qu'on voyait maintenant revenir à grands pas, aussi cruelle qu'il y a cent ans.

J'ai pensé encore à Marcel et à son désespoir devant toutes ces luttes inabouties pour arriver à ça au bout du siècle. Il devait en avoir gros sur la patate le vieux.

Puis, j'ai rouvert les yeux et j'ai regardé Escoffier. Il tremblait comme un petit vieux malade. Il n'était subitement plus rien. Il n'était plus patron. C'était juste un pauvre type qui va crever. J'ai levé le chien du revolver et il s'est raidi en entendant le déclic. Il s'est affaissé, tombant sur les genoux. J'ai baissé la garde du revolver pour la maintenir sur sa tempe. Il s'est mis à chialer comme un gosse. « Non, non, s'il vous plaît » il a dit comme ça entre deux sanglots. Et puis, il s'est couché les deux bras enroulés sur la tête. Il était roulé en boule sur les feuilles et râlait ses « non, non s'il vous plaît » sans arrêt.

Nono et moi, on l'a regardé en silence se répandre devant nous. J'ai rabattu tout doucement le chien de revolver et puis j'ai fait un signe de tête à Nono. Il s'est appro-

ché d'Escoffier sans faire de bruit. Il s'est penché à hauteur d'oreille. Et puis de sa voix somptueuse il a hurlé brutalement un « Bang ! » tonitruant.

Escoffier a sursauté en poussant un grand cri d'effroi. Puis, il s'est écroulé sur le côté en poussant des petits cris de bête blessée. Il nous a regardés avec des yeux exorbités comme un con, en suffoquant.

« On n'est pas des assassins, nous » j'ai dit.

Et puis, Nono et moi, on a tourné les talons. On est parti sans plus rien dire, le laissant là, hébété.

En marchant vers la voiture, je pensais que ça ne lui servirait même pas de leçon, qu'Escoffier serait toujours aussi crétin, qu'il n'aurait rien appris. Je pensais que tout était foutu et que ce qu'on venait de faire avec Nono n'était qu'un dernier sursaut de révolte avant la fin qui nous attendait presque à coup sûr, comme Marcel.

Mais quand même, ça faisait du bien ! Et j'étais sûr que là-haut, Marcel souriait. ■

Riko rouge

Toulouse 21 au 21 septembre 1999

Appartements de Maître
88 à 250 m²
et sur mesure

L'HÔTEL de VITRY

ESPACE DE VENTE

Amis de la gauche plurielle, laissez tomber le néolibéralisme que vous aviez adopté quand il était si tendance. Essayer le néoféodalisme, c'est chic, c'est moderne et c'est en vente à deux pas des Abattoirs culturels. Pour tout contrat signé le premier esclave est gratuit les autres sont en vente sur internet. ■

Furaxette

22 millions de dollars : c'est la somme obtenue par Bill Robinson pour la construction d'une prison entièrement consacrée au travail. Si dans un premier temps les entrepreneurs ont fait la fine bouche, ils n'ont pas pu résister aux 25 % de réduction du coût de la main d'œuvre. Le détail qui tue... M. Bill Robinson est un ex-détenu. C'est ce que l'on appelle l'économie en circuit fermé.

2000 : c'est le nombre de fondus de la gâchette qui se sont retrouvés autour d'Ignatius Piazza en Californie pour fonder avec la bénédiction des autorités du coin la ville de Front-Sight (La mire) afin d'apprendre le maniement du pistolet mitrailleur. Comme dit un de ces pélicantropes « tant qu'on n'aura pas éradiqué la méchanceté de l'âme humaine, il y aura de la violence ». Ah! le con il a tout compris.

38 000 : c'est le nombre de morts par arme à feu aux USA dans une année. Je crois que les seconds ont rencontré les premiers.

30 : c'est le nombre de pays qui se partagent 92 % du juteux gâteau du commerce mondial. Les 8 % restants sont partagés, si l'on peut dire... par les 105 pays restants. José, ce n'est pas des pieds au cul qu'il faut donner mais du sabre de la Makhnovstchina!

340 F : c'est le prix d'une brique qui avec 37000 autres fera une voie (impénétrable) piétonne reliant l'église Sainte Marie-des-Anges à la basilique Saint François, détruite en 97 par un tremblement de terre. $340 \times 37000 = 1.258000$ F L'année sainte sera chère ou ne sera pas. En attendant les 10000 victimes de ce séisme sont toujours à la rue.

330000 à 1 million : c'est le nombre d'oiseaux morts, estimé par la Ligue de Protection des Oiseaux, suite au naufrage de l'Érika. Le parti des viandars porte plainte pour concurrence déloyale.

30000 : c'est le nombre d'informaticiens nécessaires à l'Allemagne pour les années à venir. Cette main-d'œuvre sera importée des pays du Sud-Est et d'Europe de l'Est. Comme l'indique le titre de l'article du CI n° 487, c'est une immigration high-tech! Pourquoi les autres (mineurs, maçons et autres ramasseurs de nos poubelles...) ils sont en toc? ■

Bibas

Un bouquin énervant!

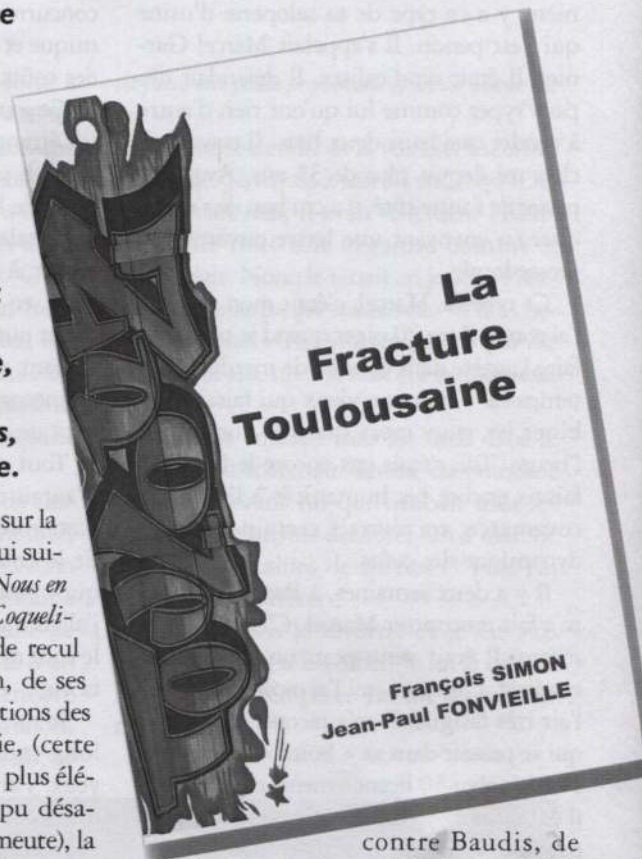
La Fracture Toulousaine se présente en trois parties : description, diagnostic et propositions autour de l'émeute de décembre 1998 au Mirail. La réflexion des 2 auteurs est centrée sur l'exclusion collective dont ces quartiers populaires sont l'objet dans Toulouse, la politique de la ville (ou son absence) et ses échecs, et la politique de la mairie.

La première partie revient donc sur la chronologie des événements qui suivirent la mort du jeune Habib. (Nous en avions abondamment parlé dans le *Coquelicot*). Avec un peu plus d'un an de recul cette analyse fine de la situation, de ses causes sociales profondes, des réactions des pouvoirs publics et de la mairie, (cette incroyable absence d'humanité la plus élémentaire de Baudis qui aurait pu désamorcer la situation juste avant l'émeute), la décision judiciaire relâchant le flic meurtrier 2 jours après la bavure ressentie comme une énorme injustice, les réactions citoyennes qui réussirent petit à petit à juguler la violence, le courage de la famille en fait la meilleure partie du livre. D'autant plus que *Le Coquelicot* connaît bien J-P Fontvielle et son enracinement militant de longue date dans ce quartier.

Dans la deuxième partie du livre les auteurs essayent d'expliquer comment on a pu en arriver là et quels sont les enjeux de l'avenir pour enrayer la sécession de ces quartiers, leur exclusion de notre espace urbain. Un consensus général refuserait, par peur, tout mélange avec ces quartiers? Les pauvres devraient être tenus à l'écart?

Enfin, dans la troisième partie ils font des propositions pour redonner de la citoyenneté et de la mixité sociale dans une nouvelle politique de la ville. C'est certainement la partie de ce bouquin qui se situe le plus évidemment dans une démarche de campagne électorale pour prendre la mairie de Toulouse.

Il n'est pas facile de résumer un livre aussi riche d'événements, d'analyses et de propositions en quelques lignes. Tout ceux qui s'intéressent vraiment à Toulouse et à la politique de la ville doivent le lire. Ceci dit le côté systématique de la critique



contre Baudis, de Veyrinas et les satisfecit accordés à Jean-Jacques Queyranne, ministre de l'intérieur par intérim (page 39), à Jospin (page 40), au préfet (page 52), au ministre délégué à la ville (page 63), au ministre de l'intérieur (page 173), aux élus de la gauche à la mairie et au Conseil Général font procédés. Les responsabilités sont aussi du côté de ceux qui ont choisi le marché et le libéralisme sous un vernis de gauche contre l'emploi et la population. La gestion de l'urgence c'est bien mais l'abandon de ces quartiers n'est pas du seul fait de la droite. N'est ce pas le cas à Lille avec Mauroy? Le chômage généralisé c'est bien l'ère Mitterrand?

Le deuxième point de désaccord avec ce livre (et avec l'article paru dans le numéro précédent du *Coquelicot*) c'est l'angélisme (page 95) qu'il a pour décrire la poignée de salopards qui empêche tout un quartier de vivre. Il ne suffit pas d'expliquer par des causes sociales cette délinquance pour l'excuser. Les comportements de meutes, de loi du plus fort et de territoires s'apparentent plus à une situation de montée du fascisme qu'à une période pré-révolutionnaire. Notre solidarité de libertaires va bien évidemment aux habitants de ce quartier et à ceux qui y travaillent, pas à la mafia. ■

Caillou s'énervé

LES AILES DE JEHAN
CD WG 9905/Distribution SCALEN,
1999

Avec ce nouvel album, le toulousain Jehan Cayrecastel nous donne à écouter des chansons « à l'orthographe du cœur » où la tendresse pour une future maman côtoie les vieux démons de l'amour perdu et des copains disparus, chants nostalgiques pour les amoureux de la mer. Un grand plaisir à partager, à écouter de toute urgence sous les embruns de préférence!



Les ailes de
JEHAN

LA VERANDA AU FRANGIPANIER

de Mia Couto

Éditions Albin Michel, mars 2000, 201 pages, 98 francs

L'écrivain mozambicain poursuit une œuvre singulière, quête incessante des racines et d'une identité nationale perdues. Très marqué par la tradition orale africaine, animé de légendes, d'épisodes fabuleux et de sagesse populaire, cet étrange récit aux allures de faux roman policier est hanté par un crime véritable : celui qui consiste à tuer le passé d'un peuple. À travers l'aventure d'Ermelindo Mucanga, mort rendu à la vie pour quelques jours, c'est l'histoire violente du Mozambique qui est évoquée, dont un frangipanier, au cœur d'une ancienne forteresse transformée en asile, est le témoin muet... Ce récit fantastique, poétique et bien souvent drôle, illustre toute la puissance d'évocation d'une littérature métissée. À lire aussi ou à relire *Les baleines de Quissico*.

LIVROGNE DANS LA BROUSSE

d'Amos Tutuola

Éditions Gallimard, collection Continents Noirs, janvier 2000, 136 pages, 79 francs.

Amos Tutuola (1920-1997) fut magasinier à la Radio nigérienne d'Ibadan. C'est un Yoruba. Il a écrit directement en anglais *The Palm-Wine Drinkard and his dead Palm-Wine Tapster in the Dead's town*. Un palm-wine tapster est un « tireur de vin de palme » traduit par l'expression « malafoutier », bien que ce mot soit employé au Congo et non en Afrique occidentale. Ses romans et récits sont traduits en une dizaine de langues. *Livrogne dans la brousse*, que Raymond Queneau a traduit en 1953, est son premier livre, un des tout premiers romans africains, un roman mythique.

« Je me soûlais au vin de palme depuis l'âge de dix ans. Je n'avais rien eu d'autre à faire dans la vie que de boire du vin de palme. Dans ce temps-là, il n'y avait pas d'argent, on ne connaissait que les Cauris, aussi la vie était bon marché et mon père était l'homme le plus riche de la ville. Mon père avait huit enfants et j'étais leur aîné, les autres travaillaient dur, moi j'étais un recordman du vin de palme du matin jusque'au soir et du soir au matin. À cette époque-là, j'en étais venu à ne plus boire une seule goutte d'eau ordinaire, seulement du vin de palme. Quand mon père s'est aperçu que je ne pouvais rien faire d'autre que de boire, il a engagé pour moi un excellent malafoutier qui n'avait rien d'autre à faire qu'à me préparer mon vin de palme pour la journée ». ■

Anges

Gauloises électriques

Tout foutait le camp, l'énergie comme le fric. Une bérézina de première classe sauf que cette fois-ci c'était du sérieux. Des jours de boulot partis en fumée en un quart de seconde, des heures de mal de crâne qui disparaissaient sous le coup d'une panne d'EDF! Je me demandais si l'emploi public valait le coup d'être défendu. Léon se foutait royalement de toute cette panade, il ronronnait sur le haut de l'imprimante qui ne cracherait pas une ligne d'un article à jamais perdu. J'aimerais bien devenir chat dans une autre vie. Dehors la pluie de janvier se collait dans les cols de vestes. Une merde n'arrive jamais seule. J'ai fermé l'appartement et suis descendu voir si la vie valait le coup d'être vécue aux détours des ruelles de mon quartier. Ça sentait le poisson fumé, les épices d'Orient et la pisserie de chat juste au coin du portail. Les vendeurs à la sauvette n'allaient pas tarder à passer en trombe au bout de la rue, poursuivis par les flics en civil que nous finirions bien par appeler par leurs noms tant ils étaient connus. Chacun son jogging. J'ai poussé la porte des « Deux Balcons », troquet déglingué à l'ambiance chargée de gauloises brunes et d'anis. Chaque fois que la vie se tordait la cheville sur les chemins de l'avenir, Braïm le patron te donnait le « top » pour un autre angle de vue et un glaçon de plus dans ton pastaga. Je me suis assis au fond de la salle, face à la porte d'entrée, tous les habitués le savaient et, comme par enchantement, la place était disponible quand je poussais la porte. J'avais en tête *Alabama* de Neil Young. C'était mon mode de vie, de pensée la nostalgie. Pas du regret, non, plutôt le renvoi des images qui te manquaient sur le moment. Celles qui manquent encore quand ta douce te regarde avec des yeux que tu ne connais pas. Jeannot sirotait son blanc-cass depuis au moins deux bonnes heures quand il m'a salué d'un immuable et tonitruant « Vive-la sociale! » accompagné d'un verre levé aux anges noirs de la révolution qui se faisaient attendre. Pendant ce temps, la fumée s'épaississait dans le troquet et mon article s'évaporerait pour de bon. J'ai commandé un autre pastaga en pensant aux potes qui battaient le pavé depuis des semaines pour garder leurs emplois, leurs collègues réclamaient des nouvelles têtes. Ils me manquaient ces cons! Des gars pas fiers, des gagne-petit pour les nantis mais humains, simplement humains. Des pères de familles avec leurs travers, leurs conneries machistes dès 7 heures du mat, des copines un peu trop maquillées qui t'écoutaient avec patience quand tu commençais à détailler. Le monde du travail qui se diluait dans le réalisme social. Jeannot levait un deuxième verre et je commençais à avoir froid dans le dos avec la fenêtre qui ne jointait plus depuis des lustres. ■ Vaporetto

Marche mondiale des femmes de l'an 2000



Sur toute la planète, les femmes se mobilisent pour affirmer leurs exigences d'égalité, de justice et de paix, leur refus de la misère et des violences qu'elles subissent. Ensemble nous ferons reculer les discriminations et l'exclusion. Femmes du monde entier, 2000 bonnes raisons de marcher!

CALENDRIER DES INITIATIVES

- 1^{er} Mai regroupement autour de la banderole du collectif « Marche Mondiale des Femmes »
- 15 mai présentation du film « Des coups pour le dire » à la cinémathèque de Toulouse :

8h 30 : apéro - buffet

20 heures : film débat entrée 30 F.

- 26 mai fête à la « Luna Loca », 15 rue Rubens, groupes de musique puis vous pourrez danser

- 17 juin manifestation nationale à Paris
Collectif Midi-Pyrénées pour les Droits des Femmes :

APIAF - ATTAC - (Bagdam Café) Femmes solidaires - Informe'elles/La Gavine - Le CRI - Tactikollectif - Claire Maison - Mix-Cité - MFPF - Ras l'Front- SAVIF - CGT - Groupe des Dix - SUD (PTT ANPE Étudiant, Éducation) - UNEF ID-JCR - LCR - MDC - PC - PS - Les Verts. LO, et L'Alternative Libertainaire.

Collectif :

3 1 rue de l'Etoile 3 1000 Toulouse.

ERRATUM

- Il fallait lire dans le N°25, à « Femmes et syndicalisme » : Yannick le Quintreck, militante CGT, a exposé l'enquête à laquelle elle a participé.
- Il fallait lire dans le N°25 que les Email que s'échangeaient les cadres de Total étaient l'œuvre d'un internaute farceur. Mais était-ce si faux que ça?

LES CHAMPS EN PARLENT



SOMMAIRE

LA VILLE BOUGE

Daniel Guérin à l'Utopia 2

PAVE MAIS PRESQUE

À qui profite la lutte 3

TOUCHE PAS À MES POSTES

Les 35 heures à la poste 4 et 5

DROIT DE RÉPONSE

Un revenu c'est un du 6

LE CORPS EN SAIGNANT

Point de vue 7

LA CENTRALE

OGM, j'aime pas 8 et 9

SICAV M'ÉTAIT COMPTÉ...

La route de la banque 10 et 11

OGM ARIEGE

Explication de la centrale 11

HORREUR ÉCONOMIQUE

La logique des coûts 12 et 13

LA FRACTURE SOCIALISTE

Un bouquin énervant 14

À LIRE, À ÉCOUTER

Les ailes de Jehan 15

La véranda au frangipanier 15

L'ivrogne dans la brousse 15

LIBER... TERRE

Gauloises électriques 15

POTS DE VIN ET COPINAGE

Offensive anti-zapatistes à la fac du Mirail à Toulouse.

Les 25-26 au 26 mai 2000, à l'UTM doit se tenir un colloque scientifique sur la violence au Guatemala et au Chiapas. En fait il s'agit d'une opération politique tout à fait dans la logique de la sale guerre que mène le gouvernement mexicain dirigé depuis 70 ans par le Parti Révolutionnaire Institutionnel — ce n'est pas une blague — contre les communautés paysannes indiennes en résistance depuis l'insoumission du 1^{er} janvier 1994 au Chiapas. Le pouvoir voudrait bien liquider une fois pour toute les zapatistes qui veulent vivre comme ils l'entendent. Pour justifier et légitimer une intensification de la guerre, le gouvernement veut lancer une contre offensive idéologique en discréditant les rebelles. C'est exactement ce qui est prévu dans le cadre du colloque du Mirail avec la participation de spécialistes, en particulier Eraclio Zepeda, ancien ministre de l'intérieur de l'État du Chiapas et quelques comparses : Carmen Legorreta, Carlos Tello Diaz, et René Gomez-Orantes. Ce que ce joli monde n'a pas prévu, c'est la riposte de tous ceux pour qui le mot solidarité a encore un sens.

Las Cucarachas toulousaines

Directeur de publication : Patrick Leclerc

Equipe de rédaction : Amapola, Marc Bernard, Juanito Marcos, Patrick Leclerc, Robert Venezia.

Prix du numéro : 15F

Abonnement : 5 numéros : 75F

Abonnement de soutien : 150F

Boite postale : 4078 31029 Toulouse Cedex 4

Commission paritaire : 760/95

Imprimerie spéciale Le Coquelicot

Ont été mis à contribution pour ce numéro :

Amapola,ANGES, Bibas, Caillou, Françoise, Furaxette, Gérard, Laurent, Louise Elka, Pavé carré, Ravachefolle, Riko rouge, Serge et Vaporetto. Les photos sont d'Amapola, Françoise, Laurent et Marc. Dessin de P. Rouault.

Je désire souscrire un abonnement :

- pour 5 numéros : 75F

- soutien : 150F



Boite postale : 4078 31029 Toulouse Cedex 4

Nom :

Prénom :

Adresse :